

Paris, le 26 novembre 2019

TIRS À BALLES RÉELLES SUR LES IRANIEN·NES QUI MANIFESTENT POUR LA JUSTICE SOCIALE, LES LIBERTÉS, LA FIN DE L'OPPRESSION !

Depuis la mi-novembre, des milliers d'Iranien·nes s'insurgent dans une centaine de villes contre la politique de vie chère, la corruption, le despotisme du régime des mollahs qui a imposé son pouvoir théocratique depuis 1979. La jeunesse et les étudiant·es tiennent une place déterminante dans ces manifestations.

Bien que les autorités iraniennes aient bloqué Internet, et que les médias français relaient souvent la propagande du régime, des témoignages et des images attestent l'usage par la police et les forces antiémeute de tirs à balles réelles contre les manifestant·es. Malgré cela, les protestations se poursuivent à travers le pays.

Téhéran a été le théâtre de vastes attaques des forces répressives contre les jeunes insurgé·es, notamment les étudiant·es de l'université de Téhéran.

Ces manifestations interviennent dans un contexte de luttes sociales de nombreuses catégories de la population (enseignant·es, ouvrier·es, retraité·es, ...) et de brimades visant les jeunes et les femmes. Déclenchées par des hausses de prix, elles mettent désormais en cause les fondements du régime des mollahs : répression barbare (pendaisons, mutilations, châtiments corporels), quadrillage de la vie quotidienne et contrôle policier des comportements, interdiction de la mixité, châtiments pour infraction aux codes vestimentaires, contrôle politique des contenus des enseignements, notamment à l'université... Les protestations visent aussi le pouvoir absolu du Guide suprême qui choisit les candidat·es aux élections et confisque les richesses pour financer des guerres (missiles balistiques, interventions extérieures), ... Elles s'inscrivent dans la perspective d'un Iran libre et démocratique.

Le SNESUP-FSU proteste vivement contre la répression sanglante du pouvoir. Le nombre des victimes s'établirait au soir du 24 novembre à plus de 300 mort·es et 4000 blessé·es. Le nombre de personnes arrêtées et détenues par le régime depuis le début du soulèvement à ce jour dans 165 villes a dépassé les 10 000. Le SNESUP-FSU exige l'arrêt de la terreur, la fin des exécutions, l'instauration en Iran des droits humains, des droits d'expression et d'association, des libertés académiques et syndicales. Il demande la libération de tou·te·s les détenu·es politiques, notamment des deux chercheurs de Sciences-Po Paris (CÉRI), le sociologue Roland Marchal et l'anthropologue Fariba Adelkhah, incarcérés en Iran depuis juin 2019 pour « atteinte à la sécurité de l'État ».

Le SNESUP-FSU appelle à témoigner une solidarité active avec la population iranienne confrontée à une répression barbare, particulièrement avec les étudiant·es et les universitaires, et à participer aux initiatives organisées en France à cette fin. ■

SUIVEZ-NOUS !



[SNESUPFSU](https://www.facebook.com/SNESUPFSU)



[@SNESUPFSU](https://twitter.com/SNESUPFSU)